

## Burkina Faso

En 2013, le Burkina Faso a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a secouru plus de 1 000 victimes de la traite des enfants et donné une formation sur le travail des enfants à tous les inspecteurs du travail. Il a également lancé et continué d'administrer des programmes sociaux cruciaux portant sur les causes profondes du travail des enfants, y compris des programmes sur l'enregistrement des naissances et l'aide alimentaire. Toutefois, au Burkina Faso, des enfants continuent d'être astreints au travail des enfants dans l'agriculture et aux pires formes de travail des enfants dans le secteur minier. Les ressources limitées pour l'application systématique de la législation sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à protéger les enfants des pires formes de travail des enfants. De plus, le manque de fonds a entravé la mise en œuvre des politiques concernant le travail des enfants. En outre, les programmes sociaux portant sur les pires formes de travail des enfants ne sont pas à la mesure de l'ampleur du problème.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Burkina Faso sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Lois	Veiller à ce que la législation interdise aux enfants âgés de 12 à 15 ans de travailler dans des conditions dangereuses dans le travail domestique et l'agriculture.	2010 – 2013
	Veiller à ce que la législation, peut-être le Code pénal, définisse la pédopornographie et prévoie des sanctions appropriées pour la possession de matériels pédopornographiques.	2013
	Rendre disponible au public le décret du gouvernement sur l'âge minimum pour le service militaire volontaire.	2013
Mise en application	Accroître les capacités des inspecteurs du travail et des agents d'application de la loi et leur fournir des ressources suffisantes pour permettre l'application des lois relatives aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2013
	Diffuser des informations détaillées sur les données concernant les inspections, les amendes imposées et perçues, les poursuites judiciaires, les condamnations et les peines à l'encontre de ceux qui sont responsables des pires formes de travail des enfants.	2009 – 2013
	Établir et mettre en œuvre une méthode systématique d'identification des victimes de la traite et d'autres pires formes de travail des enfants.	2010 – 2013
Coordination	Améliorer les efforts de coordination du comité national chargé des enfants.	2011 – 2013
Politiques gouvernementales	Rationaliser la coordination des politiques relatives aux pires formes de travail des enfants et fournir un financement suffisant pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux, notamment du plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants.	2009 – 2013
	Évaluer l'impact que pourraient avoir les politiques sociales existantes sur le travail des enfants.	2013

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Programmes sociaux	Prendre des mesures pour accroître l'accès à une éducation gratuite et en toute sécurité pour les enfants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• En mettant en œuvre des programmes visant à lutter contre la maltraitance à l'école,</li> <li>• En étendant les campagnes d'enregistrement des naissances,</li> <li>• En construisant de nouvelles écoles et en entretenant celles qui existent, et</li> <li>• En réduisant ou en éliminant les frais de scolarité.</li> </ul>	2010 – 2013
	Développer les programmes existants visant à s'attaquer aux pires formes de travail des enfants et établir des programmes spécifiques pour lutter contre les pires formes de travail des enfants dans l'élevage animalier, le travail domestique, la mendicité forcée et la vente ambulante.	2009 – 2013
	Évaluer l'impact que pourraient avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants.	2013
	Désagréger le nombre des plaintes portant sur le travail des enfants reçues par la ligne d'assistance téléphonique gratuite du ministère de l'Action sociale.	2013